

Face à la puissante grève des cheminots



Photo IO/A.A.

Dans l'assemblée générale des cheminots de Saint-Lazare, à Paris, le lundi 9 avril.

Les contre-vérités et les mensonges de Macron

Pages 2 et 3



Correspondant

Assemblée générale à Censier.

**L'ACTUALITÉ
POLITIQUE ET SOCIALE**

**Professeurs et étudiants
contre la sélection**

Page 5

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

BRÉSIL :
L'emprisonnement de Lula...
un putsch

Page 10

PALESTINE :
Interview d'un membre
du comité local de Gaza
de « la Marche du retour »

Page 11

Toujours rien

Le rouleau compresseur de la propagande, les mystifications, les mensonges n'opèrent pas.

À nouveau, la grève des cheminots a été massive. À nouveau dans l'unité de tous les syndicats de cheminots.

Messages de sympathie, motions de soutien, levée financière de toutes parts donnent une idée du caractère frelaté de beaucoup de sondages diligentés par MM. Macron et Philippe. Des millions de travailleurs confrontés eux aussi à la politique du gouvernement sont avec les cheminots.

Chacun des dirigeants des grandes confédérations syndicales ont eux aussi apporté, à une exception près, leur soutien aux cheminots.

Mais, à ce jour, après quatre jours de grève massive, avec une détermination sans faille des cheminots, toujours rien.

Pas la moindre réunion des dirigeants des confédérations, pas le moindre communiqué de soutien commun, pas la moindre campagne unitaire, pas la moindre interpellation du gouvernement. Alors même que leurs fédérations syndicales sont venues dans le combat. Toujours rien.

Est-ce bien normal ?

Face à la puissance adverse qui utilise sans vergogne des journalistes aux ordres, l'accès illimité aux grandes chaînes de radio et de télé, les campagnes mensongères sur le statut, la dette, la prétendue défense du service public, les interviews orientées d'« usagers », ne serait-il pas normal, « naturel » que se dresse la force unie de la classe ouvrière dans l'unité avec ses confédérations syndicales que les travailleurs ont eux-mêmes construites pour se donner les moyens de se défendre ? Pour les cheminots, face à la puissance de l'État, qu'attendent les dirigeants des confédérations pour, comme on dit, « monter au créneau » tous ensemble ?

Ce d'autant que la grève des cheminots pose le problème de la privatisation des services publics qui concerne bien sûr les cheminots mais aussi toute la population laborieuse. Ce d'autant que dans nombre de secteurs, dépassant la solidarité ouvrière, la mobilisation va croissant.

Parce que pendant ce temps, sous divers prétextes, on s'évertue à remettre en place une prétendue union de la gauche qui pour certains n'est pas autre chose qu'une tentative d'Hamon d'affaiblir Mélenchon... et pour d'autres, une tentative pathétique de se refaire une virginité, eux qui en leur temps, aux commandes de l'État, ont été les précurseurs de cette privatisation.

Mais en quoi cela sert-il les cheminots ? Qu'ont-ils à faire de ces sortes de coucoux qui viennent nicher chez les cheminots ?

À se demander si le bien sympathique Olivier Besancenot, devenu en un éclair et comme par miracle la coqueluche des médias, avec sans le moindre doute les meilleurs intentions, se rend bien compte du rôle qu'on lui attribue.

Mais on apprend ces dernières heures qu'une réunion des confédérations est prévue avant le 19 avril. Bon. Mieux vaut tard que jamais. Qu'en sortira-t-il ?

S'adresseront-elles solennellement au gouvernement pour qu'il arrête ? Lui indiqueront-elles que lui et Macron s'engagent sur une pente désastreuse ? Le mettront-elles en garde contre cet entêtement ?

Décideront-elles de mettre toute leur puissance ensemble pour soutenir les cheminots ? Pétitions unitaires qui rassembleraient à n'en pas douter des millions de signatures, appels à la solidarité financière, appels à toutes les catégories de travailleurs à s'engager...

Bloquer le pays, qui fut un temps leur slogan, n'est-il pas à l'ordre du jour d'autant que les cheminots ont commencé ? Voilà qui serait normal, répondrait aux attentes et qui rétablirait les dirigeants des confédérations dans leur rôle.

À ne pas le faire, ils risquent fort de laisser à Macron et son gouvernement une planche de salut. Alors même que ces décisions en catastrophe de multiplier les déclarations télévisées démontrent leur force bien relative. Ils connaissent les conditions de leur élection.

LA RÉDACTION ■



Photo IO/A.A.

Les cheminots, en grève dans tout le pays, unis, plus déterminés que jamais

Le gouvernement multiplie les interventions pour contrer la puissante grève chez les cheminots. Ministres, Premier ministre et Macron lui-même (jeudi 12 avril sur TF1, dimanche 15 sur BFM TV) montent au front pour engager « la bataille de l'opinion », comme le dit la presse. « Tout le monde doit savoir notre détermination à aller au bout », martèle Édouard Philippe dans les colonnes de *Parisien* (8 avril). La propagande gouvernementale redouble pour tenter de contrer le soutien de la population à cette grève.

Face à l'ampleur du mouvement gréviste dans tout le pays, qui ne faiblit pas, « l'inquiétude gagne les députés de la majorité », titre *Le Figaro* (9 avril). Un des chroniqueurs de ce journal estime que « le quinquennat d'Emmanuel Macron est à un tournant » et que « les risques d'un conflit majeur ont été sous-estimés ». « L'unité syndicale, que le gouvernement pensait pouvoir fracturer, demeure », relève *Libération*.

Dans tous les centres ferroviaires, les assemblées générales de grévistes, les 8 et 9 avril, ont été de nouveau massives, déterminées, unies. Elles ont toutes décidé de reconduire la grève les 13 et 14 avril. Dans plusieurs d'entre elles sont lues des motions de soutien de différents syndicats, d'unions départementales interprofessionnelles, à la grande satisfaction de tous.

À MONTPELLIER : UN TAUX DE GRÉVISTES TOUJOURS AUSSI FORT

À Montpellier, rapporte un correspondant, la mobilisation et le taux de grévistes sont toujours aussi forts sinon plus, même chez les cadres. 105 présents à l'AG. Tous les syndicats qui appellent à la grève sont présents : CGT, Unsa, FO, SUD et pour la première fois CFDT. Les différents responsables des organisations syndicales font tous part de « l'autisme du gouvernement », du refus du « cheminot-bashing », de l'importance de l'unité et du soutien de la population.

À LYON-PERRACHE : « NON À LA FIN DU STATUT ! »

À Lyon-Perrache, il y avait 205 présents en AG le 9 avril, soit plus qu'au premier jour de la grève, le 3 avril. Ici aussi, le responsable CGT prend soin de citer toutes les organisations syndicales engagées dans la grève. Il condamne « l'enfumage du gouvernement (...). Nous avons fait quatre jours de grève... et le président intervient à la télé jeudi. Ça montre que les séquences de deux jours, ça fonc-

tionne. » Il cite quelques aspects des amendements déposés par LREM au projet de loi dont la discussion débute ce même jour à l'Assemblée nationale : « Sur le transfert des agents à une autre entreprise dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, les salaires, les progressions de carrière sont maintenus... pendant quinze mois maximum ! Et on devient tous des agents de la branche ferroviaire et plus de la SNCF. La CGT est toujours opposée à la fin du statut, et exige que l'État reprenne la dette. On va se battre ! »

« ON IRA JUSQU'AU BOUT ! »

La CFDT : « On est à un tournant ; on nous dit qu'on garde le statut, mais tout est revu à l'intérieur ! » Il se prononce pour la reconduction à la prochaine séquence des 13 et 14 avril.

C'est au tour de l'Unsa : « Le gouvernement se dit inflexible. Alors, nous serons les inflexibles ! »

« On remet ça dans trois jours. On ira jusqu'au bout ! », appuie le représentant de SUD.

Le responsable FO intervient : « Ils demandent aux syndicats de les aider dans leur sale besogne. Voilà qui en dit long sur leurs concertations ! Il faut amplifier le mouvement pour obliger le gouvernement à retirer le projet ! »

À TOULON : « IL EST POSSIBLE DE FAIRE CANER MACRON ! »

À Creil (Oise) aussi, les cheminots en AG étaient, ce 9 avril, encore plus nombreux (entre 70 et 80) que la dernière fois. Là aussi, toutes les interventions (CGT, CFDT, Unsa, FO) insistent sur l'unité. « Le gouvernement dit "on ne bougera pas", alors nous non plus », dit un cheminot, résumant l'état d'esprit général. La détermination est renforcée.

À Nîmes, un tract portant le sigle des cinq syndicats engagés est diffusé aux usagers, démontant les mensonges du gouvernement. À Nevers, les cheminots rassemblés huent les députés LREM venus leur prêcher la propagande gouvernementale. « Il va falloir qu'on monte d'un cran ! », disent les cheminots à la presse locale.

À la suite de l'AG de Toulon (Var), un cheminot lance à notre correspondant : « Il est possible de faire caner Macron, son histoire d'interview jeudi à 13 heures "dans la France profonde" est un aveu de faiblesse. »

« Les chiffres de grévistes sont historiques, on va renverser le projet », nous dit aussi un responsable syndical de Bayonne.

Avec nos correspondants cheminots ■

Le communiqué de soutien aux cheminots en grève des unions régionales d'Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires et de l'Unef

« Les unions régionales Île-de-France (Urif) CGT FO FSU Solidaires tiennent à réaffirmer, dans la situation présente, leur soutien total au mouvement des cheminots, qui se sont massivement mis en grève mardi 3 et mercredi 4 avril, à l'appel de toutes leurs fédérations syndicales, et qui doivent recommencer tant que le gouvernement restera méprisant et sourd à leurs revendications.

Contre la campagne médiatique forcée qui cherche à opposer les « usagers » aux cheminots, les Urif CGT, FO, FSU, Solidaires réaffirment que les « usagers » de la SNCF, particulièrement en région parisienne, sont d'abord et avant tout des salariés qui ont besoin d'un service public de transport accessible, non d'un service soumis aux aléas de la rentabilité économique. Beaucoup de salariés sont également confrontés aux plans de casse du gouvernement, que ce soit dans la fonction publique ou dans le secteur privé.

Rien de bon pour les salariés ne peut sortir de la privatisation de la SNCF et de la remise en cause du statut de cheminot, comme de l'ensemble de la politique du gouvernement. L'ouverture à la concurrence aurait notamment pour conséquence la fermeture de dizaines de lignes, l'augmentation du prix des billets de train ou encore la fragilisation de la sécurité des infrastructures, ce qui serait préjudiciable pour l'ensemble de la population.

En se mobilisant, en faisant grève pour rejeter le projet du gouvernement et défendre le service public ferroviaire, les cheminots avec leurs organisations syndicales défendent l'intérêt de tous les salariés.

SOUTIEN TOTAL AU MOUVEMENT DES CHEMINOTS ! Le 5 avril 2018 ■

Les mensonges et omissions du Premier ministre

■ « Avec l'ouverture à la concurrence, la qualité et l'offre vont largement s'améliorer »

(Édouard Philippe, interview au *Parisien*, 8 avril)



« L'ouverture à la concurrence n'est pas gage d'efficacité et de développement pour le mode ferroviaire. Les exemples multiples dans d'autres pays le démontrent », affirment à l'inverse, dans un tract aux usagers, les syndicats de cheminots CGT, FO, SUD, CFDT et Unsa de Nîmes. Ils ont raison. Prenons le cas de la Grande-Bretagne. L'ouverture à la concurrence et la privatisation totale du ferroviaire sont intervenues en 1994. La série d'accidents mortels à répétition qui a suivi a été telle que la maintenance du réseau a été renationalisée en 2001. Mais l'exploitation des

trains est restée aux mains de compagnies privées. Selon une étude citée par le *Financial Times* fin janvier, et reprise par le site *lefigaro.fr* ce 9 avril, le prix des billets a bondi de 25 % depuis 1995 (il faut bien payer les actionnaires !). Les billets sont en moyenne 30 % plus chers qu'en France, si bien que 60 % des Britanniques sont favorables à une renationalisation complète du transport ferroviaire. En Allemagne, où l'ouverture à la concurrence est intervenue à la même époque, 700 gares ont depuis été fermées, selon la même source. Les effectifs de cheminots sont passés de

350 000 à 220 000 salariés pour les 40 000 kilomètres que compte le réseau. Le statut des cheminots a été supprimé (seuls 16 % d'entre eux en bénéficient encore).

Claus Weselsky, président du GDL, un syndicat allemand de conducteurs de train fort de 34 000 membres, déclare à l'hebdomadaire *Marianne* : « Alors qu'on pouvait autrefois régler sa montre sur l'heure de passage d'un train, aujourd'hui nos trains ont quatre ennemis : le printemps, l'été, l'automne et l'hiver. Ils connaissent des problèmes en toute saison ! »

■ « La réalité, c'est qu'il s'agit d'une entreprise [la SNCF] ou la qualité de service se dégrade » (É. Philippe)

Les incidents, les retards de trains sont le résultat d'un sous-investissement pendant des décennies dans l'entretien du réseau classique (hors grande vitesse), des suppressions de postes dans tous les métiers de la SNCF. Les ressources de l'entreprise publique ont été siphonnées pour payer les intérêts d'une « dette » qui est celle de l'État, et pas des cheminots (lire ci-dessous). Malgré cela, le transport ferroviaire est bien plus efficace en

France que dans les pays souvent cités en exemple pour leur ouverture à la concurrence, comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne (lire plus haut). Le cabinet international Boston Consulting Group a publié une étude, en avril 2015, qui place la France en troisième position des pays européens pour la performance générale de son réseau ferroviaire (derrière la Suisse et la Suède, qui ont des réseaux bien plus

petits). Elle est même en deuxième position pour la « qualité de ses services » (ponctualité, vitesse). Ce rapport établit d'ailleurs que plus la dépense publique dans le réseau et les opérateurs ferroviaires est importante, plus la performance du système est élevée (source : *challenges.fr*, 28 avril 2015). Conclusion : c'est le statut public qui est une garantie de qualité, pas l'ouverture à la concurrence !

■ « Si on reprend la dette sans rien faire, la SNCF n'ira pas mieux » (É. Philippe)

Édouard Philippe ment. C'est la « dette » qui écrase littéralement la SNCF, pas le statut des cheminots !

Or cette dette a été fabriquée de toutes pièces par la décision de l'État de construire le réseau à grande vitesse. L'État aurait dû prendre à sa charge la construction de ce réseau.

Mais les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont décidé d'en faire supporter le poids à la SNCF et aux cheminots.

Selon le journal *Le Monde* (7 avril), « la dette de la SNCF a crû de 32,7 milliards d'euros en 2011 à 54,5 milliards à la fin de 2017 ».

Mais parler de « dette », pour un service public, n'a aucun sens, si ce n'est pour masquer le désengagement de l'État, qui est une décision politique !

Résultat : on en arrive à cette situation incroyable, où la SNCF est obligée de s'endetter chaque année davantage pour payer les intérêts d'une « dette » dont elle a indûment la charge, au détriment de l'entretien du réseau.

Le Monde précise : « D'après le cabinet Degest, 60 % de l'augmentation de la dette entre 2010 et 2017 est due aux seuls intérêts du stock de dette accumulée depuis des décennies. Pour 7 milliards d'euros de travaux engagés au cours de cette période, SNCF Réseau a payé environ 10 milliards de frais financiers liés à sa dette, soit environ 1,5 milliard par an. »

■ « Si on veut corriger les choses, il faut agir sur plusieurs facteurs : l'organisation de l'entreprise, la fin du recrutement au statut, l'ouverture à la concurrence » (É. Philippe)

C'est le chantage ignoble du gouvernement aux cheminots : abandonnez votre statut, et peut-être que « la question de la dette sera traitée avant la fin du quinquennat », dit Édouard Philippe, agitant la vague éventualité, sans aucun engagement, de la reprise d'une partie de la « dette » du ferroviaire par l'État.

Les syndicats de cheminots de Nîmes, dans leur tract aux usagers déjà cité, lui répondent

unanimement : « Ce ne sont pas les conditions sociales des cheminots qui sont à l'origine des 55 milliards d'euros de dette du ferroviaire, mais bien le désengagement de l'État depuis des décennies. »

La fin du statut des cheminots ne règlera pas, bien au contraire, les problèmes d'organisation et de cloisonnement des activités qui détériorent la ponctualité et la qualité du transport au quotidien.

Le statut des cheminots est-il responsable des retards, des dysfonctionnements, des pannes ? NON. Le statut des cheminots permet au contraire une continuité et une stabilité dans le fonctionnement du service public.

Il permet également un niveau de qualification, de formation initiale et continue pour assurer un haut niveau de technicité et de sécurité. »

■ Sauvées, les petites lignes ?

« Les lignes ferment les unes derrière les autres. C'est ce que préconise le rapport Spinetta ; amputer le réseau d'une bonne partie de ses petites lignes », constate Florent Golin, président de l'Association pour l'aménagement et la gestion des infrastructures dans le respect des ressources (Agirr) et invité de France Bleu Lorraine ce 9 avril.

Si le Premier ministre a affirmé qu'il ne suivrait pas cette recommandation et qu'il épargnerait les petites lignes, le gouvernement n'a

pas « apporté de solutions pour assurer leur pérennité, ce qui revient à peu près au même », assure-t-il.

« Ce serait aux régions de décider quelles lignes on sacrifie, lesquelles on sauve, mais cela suppose qu'elles devraient reprendre le coût de l'infrastructure. Et sans transfert de budget, bien entendu. C'est impossible à tenir », juge-t-il.

Les syndicats de cheminots de Nîmes le disent aussi dans leur tract aux usagers : « Le gouvernement ment en affirmant que sa réforme ne

remet pas en cause l'avenir des « petites lignes ». En ne finançant pas les travaux nécessaires sur le réseau et en ouvrant à la concurrence, il met fin à la péréquation, se désengage et laisse la responsabilité aux régions de décider du maintien ou non des lignes régionales du réseau ferré national. Au regard des difficultés financières que rencontrent les régions, cela augure mal du devenir de ces lignes. »

ÉDITORIAL

e

Ce qui est en jeu

Pierre Besse, membre du bureau national du POI

Quand *Informations ouvrières* paraîtra, les cheminots dans leurs AG auront pris les décisions avec leurs organisations pour la suite de leur mouvement pour le retrait du projet gouvernemental Macron-Philippe à la suite du rapport Spinetta qu'il a commandé lui-même, pour de fait faire disparaître à la fois le statut des cheminots et poursuivre le démantèlement de la SNCF inscrit déjà dans la réforme ferroviaire du gouvernement Hollande-Valls.

Démantèlement qui aurait des conséquences directes sur l'avenir des petites lignes et pas seulement.

Bien entendu, la presse nationale télévisée ou autre déclenche une campagne de haine contre les cheminots.

Paradoxalement, la presse britannique fait mention qu'une large majorité de la population britannique réclame la renationalisation des chemins de fer, après l'expérience depuis Thatcher de la privatisation avec les conséquences sur les augmentations de tarifs et les problèmes de sécurité.

En France, les travailleurs, les jeunes, à la suite des mouvements des pénitentiaires, des salariés des Ehpad, des retraités, des travailleurs de Carrefour, aujourd'hui des étudiants, etc. suivent avec grande attention le mouvement chez les cheminots.

De leur côté, les cheminots apprécient à leur juste valeur les messages de soutien de diverses instances syndicales.

Même les médias commencent à s'inquiéter de la sympathie rencontrée auprès de la population qui augmente et s'interrogent sur les capacités du gouvernement Macron-Philippe à poursuivre son pacte ferroviaire.

Le dernier tract du POI en soutien à la grève des cheminots a rencontré un écho favorable et suscité des réflexions de travailleurs. « Les cheminots sont la dernière digue pour empêcher ce gouvernement de briser toutes les conventions collectives. »

Le POI est partie prenante du Comité national de résistance et de reconquête des acquis de 1936 et 1945.

Des comités se constituent dans tout le pays regroupant des militants syndicalistes CGT, FO, FSU, SUD... étudiants, élus locaux, agriculteurs pour échanger, débattre et de fait créer des points d'appui pour aider la classe ouvrière, la jeunesse, à déjouer tous les obstacles, embûches pour dégager une issue conforme aux attentes de l'immense majorité de ce pays.

Informations ouvrières, tribune libre de la lutte des classes, est le vecteur de ces échanges.

Une mobilisation grandissante dans les universités

On lira ci-dessous le reportage d'une assemblée générale de 1 500 étudiants tenue le 9 avril à Censier, soit dix fois plus que cinq jours auparavant.

Après Toulouse, Montpellier, Tolbiac, Saint-Denis, de nouvelles universités sont touchées par la mobilisation pour le retrait de la loi Vidal instaurant la sélection à l'entrée de l'université. Ainsi ils étaient 700 dans le petit centre Clignancourt de Paris-IV ce mardi matin. « Et cette mobilisation ne se fait pas que dans les assemblées générales étudiantes », écrit le journal *Le Monde* les 8 et 9 avril, qui ajoute que de nombreux enseignants-chercheurs « refusent de classer les milliers de lycéens qui postulent à l'université via la nouvelle plate-forme d'admission post-bac ».

On lira ainsi les extraits d'une tribune publiée ce 10 avril par 425 professeurs.



Correspondant

Censier : lundi 9 avril, 1 500 étudiants en AG (notre photo)

Correspondante

Le 9 avril, une assemblée générale a réuni dix fois plus d'étudiants et de personnels que cinq jours auparavant, puisque mille cinq cents personnes y ont participé à la suite du blocage de l'université. Cependant, ce dernier a entraîné une certaine tension dans la matinée. En effet, certains étudiants et membres du personnel ne comprenaient pas l'intérêt de ce blocage ni ses motivations. Mais l'AG a permis une discussion de fond. En effet, les interventions ont été axées sur le Plan étudiants, rappelant ainsi la sélection en première année de licence qu'il implique, l'explosion de l'arrêté de licence des diplômes qu'il entraîne en individualisant ces derniers. Les différentes interventions à ce propos ont été déterminantes afin de convaincre la masse des étudiants des conséquences désastreuses de l'application de cette réforme. Les témoignages d'étudiants étrangers ont donné une certaine perspective à la discussion. Ainsi, un étudiant anglais en Erasmus est intervenu pour rappeler que, en Angleterre, les frais d'inscription à l'université s'élevaient à des milliers de livres sterling, ce qui entraînait l'endettement des étudiants à la sortie de leurs études. Il a ainsi soutenu les étudiants français pour qu'ils se battent contre ces réformes qui vont dans le sens du modèle anglais.

« PARCOURSUP » EN ACCUSATION

Une étudiante en master expliquait quant à elle qu'elle a pu profiter d'un changement de filière puisqu'elle était auparavant dans un master d'histoire, qui ne lui convenait pas, et a pu basculer dans un master de journalisme/communication. Elle a ainsi pu profiter d'une réorientation que Parcoursup ne permet plus, puisque ce système impose des prérequis ainsi qu'un projet professionnel particulièrement défini – alors que de nombreux étudiants ne savent pas encore quel sera leur avenir professionnel. Une autre étudiante en troisième année de licence de cinéma a aussi pointé les limites de Parcoursup puisque les élèves handicapés ne peuvent plus préciser leurs difficultés et ainsi savoir quels sont les équipements mis en place

par les universités. Le seul endroit qui leur soit réservé pour apporter ces précisions, c'est la lettre de motivation dont l'espace d'expression est déjà particulièrement maigre.

INTERVENTION DÉTERMINANTE DES ENSEIGNANTS

L'intervention des enseignants a été particulièrement déterminante dans la prise de position finale de l'assemblée générale. En effet, plusieurs sont intervenus afin d'exprimer leur soutien aux étudiants. Ainsi, une enseignante en cinéma a rappelé le contexte de mobilisation en France, faisant état de la mobilisation massive des cheminots, ce qui donne, selon elle, un contexte favorable à la victoire : le retrait du Plan étudiants. Elle a ainsi invité les étudiants à se mobiliser massivement, en usant notamment du blocus de l'université. Malgré des tensions dans la matinée, l'assemblée générale, après avoir voté le retrait et l'abandon du Plan étudiants et de la réforme du bac à la quasi-unanimité, a décidé de poursuivre le blocage et l'occupation de l'université jusqu'à la journée du jeudi 12 avril. Durant cette journée, une assemblée générale sera organisée afin de décider de la poursuite de la mobilisation.

BLOCUS RECONDUIT JUSQU'AU 12 AVRIL

Marie, étudiante en troisième année de licence de cinéma, explique que cette assemblée générale a été particulièrement convaincante. En effet, elle n'était pas favorable au blocage, quelques jours auparavant. Mais ayant entendu en quoi consiste le Plan étudiants, les différents arguments des intervenants, elle a finalement voté pour le blocage de l'université. Elle explique aussi que l'intervention des enseignants l'a particulièrement rassurée puisqu'ils ont soutenu les étudiants dans la mobilisation, affirmant même que des solutions seront trouvées pour les examens. Ainsi, malgré le fait que les étudiants de l'université Sorbonne-Nouvelle entrent dans une période de partiels et d'examen, l'assemblée générale massive qui s'est tenue le 9 avril a décidé de reconduire le blocus jusqu'au jeudi 12 avril au moins. La volonté d'en découdre avec cette réforme est bien là !

Plus de 400 professeurs dénoncent une « sélection hypocrite »

Dans une tribune publiée ce mardi sur le site de France info, 425 professeurs fustigent une sélection qui pénalise les élèves qui ont des difficultés...

Ces 425 enseignants de fac s'opposent à la réforme en se plaçant d'emblée du côté des étudiants qui bloquent actuellement plusieurs universités en France : « Nous, enseignants-chercheurs, soutenons et accompagnons les étudiants dans leur contestation de la loi Orientation et réussite des étudiants (Ore) et de Parcoursup depuis le début de leur mouvement », écrivent-ils. Parlant d'une « sélection hypocrite », ils déclarent : « D'un côté, les responsables gouvernementaux refusent catégoriquement d'utiliser ce mot. Mais, de l'autre, on nous demande de classer les candidatures de sorte qu'un couperet tombera une fois les capacités d'accueil des filières saturées. » Pour les signataires de la tribune, « le gouvernement préfère la sélection au financement des universités à la hauteur des besoins ». « L'affirmation récente de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qui évoque un milliard d'euros destiné à la refonte du premier cycle, est une "fake news" », jugent-ils ainsi, déplorant « une inexorable dégradation de l'enseignement supérieur depuis une vingtaine d'années ».

Enfin, les enseignants soulignent leur rôle et affirment leur volonté d'« éduquer et de former » : « Il serait vain, nous dit-on, d'accueillir davantage d'étudiants à l'université dès lors qu'ils n'ont pas le niveau. Ce serait un gaspillage des deniers publics (...) ! Quel serait notre rôle s'il s'agissait seulement de dispenser des cours à ceux qui n'ont aucun problème et qui ont la chance d'avoir le niveau et d'être doués pour les études supérieures ? » « Ce qui fait la noblesse de notre métier n'est-il pas d'élever le niveau de ceux qui ne l'ont pas, c'est-à-dire pas encore ? », insistent-ils, disant leur souhait de « donner leur chance à tous ceux qui ont le degré minimum, à savoir le baccalauréat ».

DERNIÈRE HEURE : motion adoptée à l'écrasante majorité de l'assemblée générale des 700 étudiants de Sorbonne-Clignancourt :

« Nous, étudiants de Sorbonne-Université, réunis en assemblée générale, saluons et soutenons la grève des cheminots qui défendent leurs droits, leurs statuts et le service public, notre service public. »

Macron au Collège des Bernardins



« Jamais un président ne s'était adressé ainsi aux évêques », écrit l'éditorialiste du très catholique quotidien *La Croix*, qui va jusqu'à préciser : « Soirée inédite. »

Ce 9 avril, dans la grande nef cistercienne du Collège des Bernardins à Paris, devant la Conférence des évêques de France, le président de la République a déclaré vouloir « réparer le lien qui s'est abîmé entre l'Église catholique et l'État français ». Soirée en effet inédite où un président de la République, République théoriquement fondée sur la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État, affirme vouloir rétablir ce lien. Il s'agit d'une attaque centrale contre la laïcité. Il n'a pas oublié son éducation au collège-lycée catholique de la Providence à Amiens, en affirmant que « pour des raisons à la fois biographiques, personnelles et intellectuelles, je me fais une des plus hautes idées des catholiques (...). Un président de la République prétendant se désintéresser de l'Église et des catholiques manquerait à son devoir. » Dans le cadre de l'offensive réactionnaire d'ensemble contre les droits de la population laborieuse, il s'attaque cette fois-ci à l'un des fondements de l'idée républicaine de ce pays : la laïcité.

Macron et BSM au Louvre



Mohamed Ben Salman, prince héritier d'Arabie saoudite et nouveau chef du pays, a été reçu par Emmanuel Macron à Paris. M. Macron, si prompt à dénoncer les dictateurs et même à boycotter, lors de sa visite au Salon du livre, les stands des écrivains russes, n'a aucun problème avec son ami BSM. L'Arabie saoudite, tout le monde le sait, est une démocratie exemplaire qui massacre au Yémen (avec des armes françaises). Chose extraordinaire, on veut nous vendre l'évolution de la société saoudienne car les femmes ont le droit de passer le permis de conduire ! Le dîner entre Macron et BSM s'est donc déroulé au musée du Louvre ! Ce grand musée national a donc servi de lieu pour leurs agapes. Soulignons le symbole que représente pour le président de la République française la réception d'un roi dans l'ancien palais des rois de France qui, depuis la chute de la monarchie, est un musée public !